



DEPARTEMENT DU FINISTERE
COMMUNE DE PLOUGONVEN
CONSEIL MUNICIPAL DU 20 NOVEMBRE 2014

L'an deux mille quatorze, le vingt du mois de novembre à dix huit heures trente minutes, le Conseil municipal de la commune de Plougonven, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence de Monsieur Yvon Le Cousse, Maire.

Etalent présents : Yvon LE COUSSE, Bernadette AUFFRET, Benoît BUFFETEAU, José GUEVEL, Michel PRIGENT, Sterenn ROPARS, Laurent THEPAULT, Yolande de TERNAY, Georges BECHU, Annie PORZIER, Roland SEITE, Céline MAHE, André LARHER, Françoise VINARD, Sophie HERAULT, Jean-Luc DAFFNIET, Micheline QUEÏNNEC, André PRIGENT, Fabienne LE CAM, Ronan GUERNIC, Marie-Christine KERVARREC, Gérard LE BAUT.

Procurations : Erwan CORNILY à Sterenn ROPARS

Absents ou excusés : Néant

Nombre de votants : 23

Date de convocation : 14 novembre 2014

Secrétaire de séance : Sophie HERAULT

N°83-2014 : Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) : prescription de la révision

Le Maire rappelle que le Conseil a approuvé, par délibération du 11 juin 2014, le principe de la révision du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Plougonven et précise que la révision du P.L.U. est rendue nécessaire :

- En raison de l'âge du PLU actuellement en application, qui a été approuvé le 25 septembre 2003, soit plus de onze ans.
- Pour établir la cohérence avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).
- Du fait des lois "Grenelle" et ALUR, qui obligent à une révision générale du PLU avant décembre 2016, pour tenir compte de nouvelles orientations environnementales, notamment.
- Car, depuis 2003, de nombreuses constructions ont été créées ou rénovées, tant dans les bourgs, que sur des lieux-dits ou en campagne. La commune a bénéficié de "l'étalement urbain" de la décennie des années 2000 qui a affecté la plupart des bassins de vie de Bretagne.
Ce phénomène, accentué par le départ d'entreprises de la commune vers la proximité de la Voie express, et le développement du centre hospitalier de Guervéan, ont considérablement accru les déplacements domicile – travail sur le territoire.
- Du fait de l'utilisation d'engins plus puissants et plus volumineux par les exploitations agricoles de la commune, qui sont performantes dans le secteur de la polyculture élevage, le nombre et la longueur de leurs déplacements routiers se sont notablement accrus.
- La loi ALUR notamment, a mis en exergue l'impérieuse nécessité de limiter la consommation d'espaces agricoles qui joueront un rôle stratégique pour l'alimentation. Le type d'urbanisation des dernières décennies sur la base de grands lotissements et d'habitat diffus en campagne, a engendré un déclin des centres urbains et des centres bourgs. Ces constats conduisent à rechercher une dynamisation de ceux-ci, notamment dans des communes rurales affectées par le vieillissement de la population.

Pour la révision de son PLU, la commune mettra en œuvre des modalités d'information et de concertation des habitants, commerçants et artisans, des associations locales, et des représentants de la profession agricole, à savoir :

- Information par le bulletin municipal sur le déroulement de la démarche et par la presse locale.
- Exposition en mairie de documents d'étude élaborés par le bureau d'étude.
- Réunions publiques.
- Recueil des suggestions des habitants, par des moyens divers adaptés aux différentes phases de la démarche d'étude.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.121-4, L.123-6, L.123-8 ainsi que R.130-20 ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et aux libertés des Communes, des départements et des régions, modifiée ;

Vu la délibération du 25 septembre 2003 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Plougonven ;

Vu la délibération n°44-2013 du 11 juin 2014 approuvant le principe de la révision du Plan Local d'Urbanisme ;

Considérant que la révision du Plan Local d'Urbanisme est rendue nécessaire ;

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- Article 1 :** Décide de prescrire la révision du P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-6 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- Article 2 :** Autorise le Maire à choisir le ou les organismes chargés de l'élaboration du P.L.U. ;
- Article 3 :** Autorise le Maire à signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaires à l'élaboration du P.L.U. ;
- Article 4 :** Habilité la commission municipale d'urbanisme (« urbanisme et structuration urbaine ») composée de Yvon Le Cousse, Sophie Hérault, Bernadette Auffret, Michel Prigent, Sterenn Ropars, Benoît Buffeteau, Laurent Thépault, José Guével, Georges Béchu, André Prigent et Gérard Le Baut pour représenter la commune aux séances de travail avec les autres personnes associées selon les modalités que le Maire définira en fonction du thème qui sera évoqué ;
- Article 5 :** Décide de solliciter de l'Etat, dans les conditions définies aux articles L.1614-1 et 1614-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, une compensation afin de couvrir les dépenses entraînées par les études et l'établissement du P.L.U. et charge le Maire de procéder à ces demandes de compensation ;
- Article 6 :** Décide de dire que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes seront inscrits au budget de l'exercice considéré (chapitre 20 et article 31) ;
- Article 7 :** Décide, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, de soumettre à la concertation des habitants, des associations locales et des autres personnes concernées dont les représentants de la profession agricole, ces études jusqu'à l'arrêt du projet de P.L.U. selon les modalités suivantes :
- Information par le bulletin municipal sur le déroulement de la démarche et par la presse locale.
 - Exposition en mairie de documents d'étude élaborés par le bureau d'étude.
 - Réunions publiques
 - Recueil des suggestions des habitants, par des moyens divers adaptés aux différentes phases de la démarche d'étude.
- Article 8 :** Décide que, conformément aux articles L.121-4, L.123-6, L.123-8 ainsi que R.123-50 et R.130-20 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :
- Au Préfet du Finistère,
 - Au Président du Conseil régional,
 - Au Président du Conseil général,
 - Aux Présidents de la Chambre de commerce et d'industrie, de la Chambre des métiers et de la Chambre d'agriculture,
 - Au Président de Morlaix Communauté, chargé du suivi du Schéma de Cohérence Territoriale,
 - Au Président de Morlaix Communauté, chargé du Programme Local de l'Habitat,
 - Au Président de Morlaix Communauté, autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains,
 - Au représentant de l'organisme de gestion du Parc Naturel Régional d'Armorique,
 - Au Président de la section régionale de la conchyliculture,
 - Et au Président du Centre régional de la propriété forestière (CRPF).
- Article 9 :** Décide que, conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Pour extrait conforme à la délibération
en date du 20 novembre 2014

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

029-212901912-20141120-delib_83_2014-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 04/12/2014

Publication : 04/12/2014

Le Maire,

Yvon Le Cousse